Le PS veut contrer le FN sur le terrain économique

17/07/2013 à 20h14

Sortie de l'euro, chômage, 35 heures… Pour enrayer la montée du FN dans l'opinion, le PS tente de décrédibiliser le programme de Marine Le Pen.

La sortie de l'euro ? "*D'une extrême gravité.*" Laisser penser qu'on pourrait faire du protectionnisme ? "*D'une extrême gravité.*" Les critiques adressées par le président de la République au Front national lors de son allocution du 14 Juillet n'ont pas porté sur la dangerosité d'un parti "antidémocratique", comme Jacques Chirac et François Mitterrand avaient l'habitude de le désigner, mais bien sûr la crédibilité du programme économique de la formation de Marine Le Pen qui tente pourtant de s'imposer comme un parti ayant vocation à gouverner.

> ***Ce changement de refrain présidentiel, déjà entamé en fin de mandature par Nicolas Sarkozy, qui avait mis en avant la folie de la sortie de l'euro est aujourd'hui assumé par le Parti socialiste comme une nouvelle stratégie pour enrayer la montée du Front national dans l'opinion.***

"*Il y a une prise en compte d'une réalité nouvelle du FN*", constate le député de l'Essonne et porte-parole du groupe PS à l'Assemblée nationale Thierry Mandon, faisant allusion à la progression du parti dans les sondages.

Selon lui, la défense doit s'organiser autour de trois thématiques : "*La première porte sur les immigrés, l'autorité et la sécurité. La deuxième porte sur l'Europe. Et la troisième sur l'économie et le social.*" Et pour lui, c'est sur ce dernier point qu'il faut particulièrement insister : "*Chez les gens qui votent FN, cette composante existe et il faut commencer par là. Il vaut mieux prendre en compte les attentes de couches populaires. Avec les deux premières thématiques, on*

ne peut pas espérer représenter 60 % de la population française. Alors que nous pouvons le faire avec la troisième, surtout en période de crise."

"*Donner des éléments concrets*"

Le député PS du Pas-de-Calais Nicolas Bays, qui prépare un tract spécifique pour critiquer le programme économique du Front national et qui reconnaît être "confronté à la montée du FN" dans son territoire, confirme : "*Effectivement, le démontage du discours économique est un argument, car le programme du FN est une véritable menace pour l'économie : la fermeture des frontières, le repli sur soi, le retour du franc, la suppression des 35 heures, l'absence de salaire minimum…" L'élu considère qu'"il faut surtout donner des éléments concrets à la population pour l'informer des conséquences économiques du programme : la baisse de l'emploi, l'augmentation du prix de l'essence…*".

Proche de François Hollande et élu du Morbihan, Gwendal Rouillard compte aussi privilégier le champ économique pour mener la bataille. "*Depuis la Bretagne, je constate que le vote FN est un vote social et qui renvoie à la précarité. Une partie de la réponse réside dans la capacité de la France à se réarmer industriellement, à faire progresser l'épargne des Français et l'investissement.*"

Pour lui, le PS doit apporter certaines réponses précises dans le cadre de la campagne pour les élections européennes : "*D'un côté, certains s'indignent de l'arrivée de travailleurs européens et, dans le même temps, nous avons du mal à pourvoir certains emplois, comme chaudronnier, ou certains postes dans le bâtiment. Le gouvernement travaille sur ce sujet.*"

"*Certains arguments ne portent plus*"

Conscient de cette inflexion stratégique, Jean-Richard Sulzer, économiste attitré du FN, se frotte les mains : "*Prendre le programme du FN et tenter de démontrer qu'il n'est pas réaliste montre qu'il n'est plus crédible de dire que c'est un parti dangereux pour la démocratie.*" On "*ne peut pas dire que notre programme ne recueille pas un assentiment sur la sécurité et l'immigration, donc on nous attaque sur le danger*

de notre programme économique. C'est pauvret", analyse le conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais.
"*Il y a un revirement, car certains arguments ne portent plus. On ne fait plus peur aux gens sur le thème du Front républicain. C'est un nouveau gadget pour alimenter les peurs irrationnelles*", ajoute-t-il.
Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le FN tente de rendre son programme économique plus crédible : "*Pendant l'élection présidentielle, nous nous sommes aperçus que les électeurs étaient effrayés par la sortie de l'euro. Notre programme, c'est désormais d'abandonner la monnaie unique pour revenir à une monnaie commune (une monnaie partagée par plusieurs États mais qui ne remplace pas la monnaie nationale)*", explique Jean-Richard Sulzer.

"Pas un parti de gouvernement"

Côté UMP, la cassure entre la droite décomplexée représentée par le chef du parti Jean-François Copé et celle plus modérée des partisans de François Fillon rend la stratégie moins claire et illustre les difficultés du parti à se projeter par rapport au FN. Mais si on attaque parfois sur l'économie, c'est surtout pour montrer que le Front national est toujours un parti contestataire : "*Le programme économique ne tient pas la route, c'est un des points. Mais le point, c'est surtout qu'il ne s'agit pas d'un parti de gouvernement*", explique un proche de Jean-François Copé.
Le député filloniste Jérôme Chartier considère également que le FN reste "*un parti protestataire*". Pourtant, comme les socialistes, l'élu du Val-d'Oise considère l'économie comme un thème à privilégier face au parti d'extrême droite : "*Les réponses économiques doivent être apportées en priorité, car la crise frappe tout le monde.*" Selon lui, "*le FN fait de l'immigration son lit, mais les problèmes sont d'ordre économique et social*".
Il donne également des conseils à ses adversaires : "*Je dis au gouvernement depuis des mois qu'il faut qu'il manifeste sa mobilisation pour l'emploi. Il faut donner le sentiment qu'il met les moyens pour le faire.*" Après la succession d'échecs

électoraux du PS – huit législatives perdues depuis l'élection de François Hollande, dont deux avec l'élimination du candidat socialiste dès le premier tour -, les élus de gauche ne l'ont pas attendu pour changer leur fusil d'épaule.
Le Point